

ANNEXE 4

IMPORTANCE MACRO-ECONOMIQUE DU SECTEUR RURAL

TABLE DE MATIERES

	Page
1 PRINCIPAUX PARAMETRES DU SECTEUR RURAL.....	1
1.1 Paramètres physiques de bases.....	1
1.2 Paramètres démographiques	1
1.3 Occupation du sol, rendements et production globale des principales cultures.....	2
2 CONTRIBUTIONS MACRO-ECONOMIQUES DU SECTEUR RURAL	6
2.1 Contribution au Produit Intérieur Brut et taux de croissance.....	6
2.2 Contribution à la balance commerciale	9
2.3 Contribution à la création d'emploi	13
2.4 Importance du sous-secteur de l'agriculture irriguée	14

Liste des tableaux

1	Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel 2005-2007 - répartition de la population agricole selon régions	2
2	Evolution des superficies cultivées, des rendements unitaires et de la production totale des principales cultures ; 1996/97 – 2006/07	3
3	Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel 2005-07 - occupation du sol selon régions et systèmes de cultures	4
4	Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel 2005-07 – rendements des principales cultures	5
5	Evolution de la production agricole par habitant ; 1990-2005	5
6	Evolution du PIB du secteur rural 2000-2007 (en milliards FCFA)	7
7	Evolution et structure des exportations et importations ; 2000-2007	10

Liste des figures

1	Evolution de la production agricole et d'élevage par habitant ; 1990-2005	6
2	Composition du PIB selon secteurs 2000-2007	7
3	Composition du PIB du secteur rural 2000-2007	8
4	Evolution du PIB global et du PIB du secteur rural ; 2000-2007	8
5	Taux de croissance du PIB du secteur rural et selon sous-secteurs ; 2000-07	9
6	Evolution de la balance commerciale; 2000-07	10
7	Evolution de la structure des exportations ; 2000-07	11
8	Evolution de la structure des importations ; 2000-07	11
9	Importance des produits d'élevage et d'agriculture pour les exportations totales; 2000-07	12
10	Evolution des parts des importations et exportations agricoles ; 2000-07	12

1 PRINCIPAUX PARAMETRES DU SECTEUR RURAL

1.1 Paramètres physiques de bases

La superficie physique totale du Niger s'élève à environ 1.267.000 km², dont à peu près 2/3 sont classifiés comme étant désertique. Le climat est du type sahélien caractérisé par deux grandes saisons dans la partie à vocation agro-pastorale: une longue saison sèche qui dure huit à neuf mois (Septembre/Octobre à Mai/Juin), et une saison pluvieuse de trois à quatre mois (Juin à Septembre). En fonction du régime pluviométrique prédominant, il convient de distinguer les 4 zones agro climatiques suivantes :

- (1) la zone sahélo-soudanienne qui ne représente qu'environ 1% de la superficie totale du pays et reçoit 600 à 800 mm de pluie par an au cours des années normales ;
- (2) la zone sahélienne couvre 10% du pays et reçoit en moyenne 350 à 600 mm de pluie ;
- (3) la zone sahélo-saharienne qui représente 12% de la superficie du pays, avec une pluviométrie moyenne de 150 à 350 mm/an ;
- (4) la zone saharienne, désertique, qui couvre 77% du pays (moins de 150 mm/an).

1.2 Paramètres démographiques

La population totale du Niger est passée de 5.102.990 habitants en 1977 à 7.251.626 habitants en 1988, et 11.060.291 habitants en 2001. En d'autres termes, la population du Niger a plus que doublé en moins de 24 ans. Pour l'année 2006, la population totale du Niger a été estimée à environ 14,4 millions d'habitants. Avec une augmentation de l'ordre d'environ 3,4 % par an, le Niger continue à afficher un taux très élevé de croissance démographique.

Selon les dernières estimations, la population urbaine ne compte que pour 17 % de la population totale et ce taux d'urbanisation n'a guère augmenté au cours des dernières années. Autrement dit, la majeure partie de la population totale (environ 83%) est classée comme population vivant en zones rurales. Le secteur rural demeure donc la principale source d'emploi et de revenus pour plus que 80 % de la population totale, et cette part n'a pratiquement pas changée ces dernières années, ce qui témoigne du faible progrès enregistré en matière de développement socio-économique et de la transformation et modernisation du secteur rural.

Pour 2006, la densité moyenne de la population s'établit à environ 11,4 personnes par km², mais il faut tenir compte de la répartition très inégale de cette population selon régions administratives et zones agro-climatiques. En fait, il est estimé que les trois quart de la population totale vivent dans la partie méridionale du pays, soit sur 25% seulement de la superficie physique totale.

Le dernier Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel (RGAC) réalisé avec l'appui technique et financier notamment de l'Union Européenne et de la FAO et portant sur la période 2005-2007 a dénombré un total de 1.627.294 ménages agricoles, dont 1.519.026 ménages (soit 93,3 %) gérés par des hommes « chef de ménage / exploitation ». La population totale de ces ménages agricoles était estimée à 10.108.795, avec un taux de masculinité de l'ordre de 51 % (voir tableau 1 ci-après pour la répartition régionale des

ménages agricoles). Ainsi, la taille moyenne des ménages agricoles s'établit à 6,21 personnes, et celle-ci varie de manière assez significative selon les régions (d'un minimum de 5,0 personnes à Zinder ; à un maximum de 7,8 personnes à Tillabéri).

Tableau 1: Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel 2005-2007 - répartition de la population agricole selon régions

régions	population		
	Masculine	féminine	total
Agadez	118.437	108.883	227.320
Diffa	126.222	119.214	245.436
Dosso	689.095	666.089	1.355.184
Maradi	1.052.239	1.060.148	2.112.387
Tahoua	947.214	916.387	1.863.601
Tillabéri	885.529	869.801	1.755.330
Zinder	1.065.294	1.024.214	2.089.508
Niamey	227.730	232.299	460.029
total	5.111.760	4.997.035	10.108.795

Notons que d'après les résultats du RGAC, l'agriculture et l'élevage continuent à représenter les principales activités économiques et donc des sources d'emploi et de revenu pour 79,7 % des ménages agricoles.

1.3 Occupation du sol, rendements et production globale des principales cultures

La superficie totale cultivable du pays n'est estimée qu'à 15 millions ha, soit environ 12 % de la superficie physique totale. Cependant, la superficie effectivement cultivée est assujettie à des fortes fluctuations interannuelles, dû notamment au fait que dans près de trois quarts du territoire national, la pluviométrie est inférieure à 150 mm. Il en ressort une forte variabilité de la production agricole, et de la production céréalière (mil, sorgho), en particulier.

Le tableau 2 ci-après montre à titre indicatif l'évolution des superficies cultivées des principales cultures, des rendements unitaires et de la production globale pour la période 1996/97 à 2006/07, sur la base des chiffres officiels communiqués par le Ministère du Développement Agricole (MDA) et habituellement utilisés par le Fonds Monétaire International (FMI) pour l'établissement des statistiques macro-économiques et sectorielles. La principale faiblesse de ces statistiques officielles réside dans le fait que pour les paramètres observés aucune distinction des systèmes de cultures n'est appliquée, ce qui se traduit par une forte surestimation surtout des superficies cultivées, par exemple à cause du double emploi des cultures conduites aussi bien en pur qu'en association. Ceci étant, nous présentons au tableau 3 ci-après les résultats du RGAC pour l'occupation du sol et l'importance des cultures en pur et en association pour l'année 2006.

Tableau 2 : Evolution des superficies cultivées, des rendements unitaires et de la production totale des principales cultures ; 1996/97 – 2006/07

superficies cultivées (1000 ha)	1997/98	1998/99	1999/00	2000/01	2001/02	2002/03	2003/04	2004/05	2005/06	2006/07
mil	4.504	5.361	5.351	5.151	5.212	5.576	5.604	5.894	6.230	6.170
sorgho	1.833	2.241	2.099	2.156	2.604	2.240	2.219	2.477	2.682	2.839
riz	14	13	15	18	25	24	21	13	4	4
niébé	3.296	3.636	3.794	3.846	3.512	3.845	2.722	3.464	4.134	4.761
arachide	233	230	250	360	192	335	349	309	310	375
coton	12	12	3	6	4	5	5	6		
rendements moyens (kg/ha)										
mil	300	446	429	326	455	460	364	450	483	451
sorgho	158	224	227	172	255	299	270	381	346	344
riz	4.568	4.295	4.111	3.313	3.049	3.352	3.443	2.870	1.789	1.604
niébé	58	213	111	68	145	170	125	169	172	210
arachide	378	431	415	314	426	460	455	450	492	393
coton	904	1.111	1.050	435	697	1.607	4.700	7.900		
production (1000 t)										
mil	1.351	2.391	2.296	1.679	2.371	2.565	2.040	2.652	3.009	2.783
sorgho	290	502	476	371	664	670	599	944	928	977
riz	64	56	62	60	76	80	72	37	7	6
niébé	191	774	421	262	509	654	340	585	711	1.000
arachide	88	99	104	113	82	154	159	139	153	147
Coton	11	13	3	3	3	8	24	47	-	-

Source : Différents rapports du Fonds Monétaire International

Tableau 3: Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel 2005-07 - occupation du sol selon régions et systèmes de cultures

régions	cultures en pur (ha)				cultures en association (ha)		
	mil	sorgho	arachide	niébé	mil/ niébé	mil/sorgho/ niébé	mil/ sorgho
Diffa	69.201	6.147	274	4.479	6.402	2.170	12.536
Dosso	76.776	2.993	24.908	5.290	682.204	73.819	15.321
Maradi	84.942	18.272	5.115	1.888	180.053	718.366	129.265
Tahoua	95.636	25.088	2.665	1.271	321.328	172.332	91.844
Tillabéri	430.408	29.062	8.568	12.913	533.127	82.647	65.568
Zinder	100.204	34.053	4.073	5.605	308.783	719.786	87.647
Niamey	137	64		479	68.821	5.050	2.572
total	857.304	115.679	45.603	31.925	2.100.718	1.774.170	404.753

D'après ce RGAC, la superficie totale cultivée en 2006 s'élevait à 6.534.681 ha pour 1.583.118 ménages agricoles (hors région d'Agadez), soit une moyenne de 4,12 ha par ménage agricole. La superficie totale emblavée en cultures pures était de l'ordre d'environ 1,13 millions ha, soit 17,3 % de la superficie totale cultivée, contre 5,05 millions ha (77,3 %) pour les cultures en association. La part de la jachère était estimée à 5,4 % de la superficie totale, soit environ 355.500 ha.

Il ressort du tableau 3 que le mil demeure de loin la culture la plus importante pour les cultures conduites en pur, avec une superficie de l'ordre de 857.300 ha ou presque 76 % de cette catégorie, suivi du sorgho avec environ 115.700 ha, ainsi que l'arachide et le niébé.

Quant aux cultures associées, l'association mil-niébé est de loin la plus importante avec environ 2.100.700 ha ou 42 % de la superficie totale en association. Vient au deuxième rang l'association mil-sorgho-niébé avec une superficie de l'ordre de 1,77 millions ha, alors que l'association mil-sorgho ne concerne qu'une superficie d'environ 404.750 ha.

D'une manière générale, les rendements unitaires des principales cultures conduites en pluvial sont très faibles comme le montre le tableau 4 ci-dessous. En fait, les rendements des principales cultures ne se sont pas améliorés de manière significative au cours des dernières décennies, dû entre autres à la prédominance de systèmes de cultures traditionnels et très extensifs. D'une manière générale, il en résulte – même par rapport aux autres pays sahéliens - un niveau très faible de productivité aussi de la terre que de la main d'œuvre.

Notons que le RGAC n'a pas comporté un volet d'enquête portant sur l'agriculture irriguée. Par conséquent, aucune information n'est disponible à partir de cette source importante et représentative au niveau national en ce qui concerne les superficies irriguées, les principales spéculations pratiquées en irrigué, leurs rendements, et le nombre d'exploitations concernées par l'agriculture irriguée (voir détails en annexe 5).

Tableau 4 : Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel 2005-07 – rendements des principales cultures

régions	cultures en pur (kg/ha)				en association (kg/ha)			
	mil	sorgho	arachide	niébé	mil	sorgho	niébé	arachide
Diffa	385	374	348	320	435	206	217	60
Dosso	309	326	459	169	306	187	73	146
Maradi	397	235	406	233	342	123	115	221
Tahoua	390	337	443	241	383	213	124	240
Tillabéri	263	281	384	267	262	181	85	116
Zinder	368	229	427	289	282	151	171	153
Niamey	341	220	253	-	285	122	73	50
moyenne	350	286	389	253	328	169	123	141

Sur la base des statistiques officielles publiées par la FAO, le tableau 5 ci-dessous résume pour la période 1990 à 2005 l'évolution des indices de la production par habitant pour la production agricole totale, la production céréalière, la production végétale, la production des vivres et pour les produits d'élevage. La lecture de ce tableau ainsi que la figure 1 ci-après débouche sur les principales conclusions suivantes :

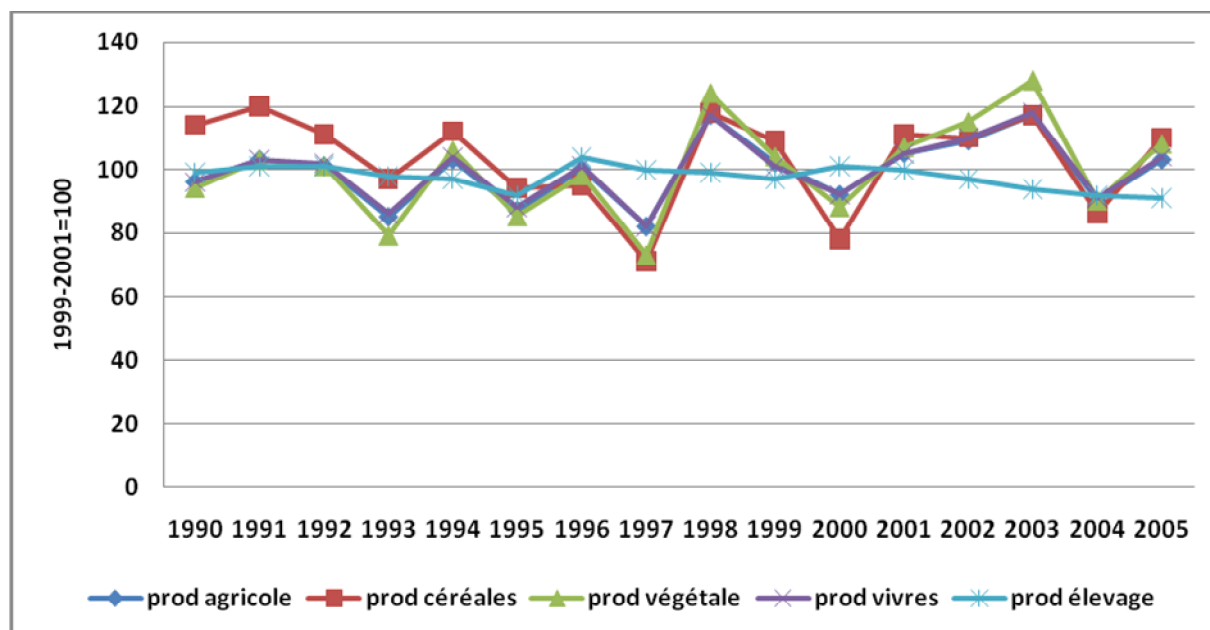
- la forte croissance démographique n'a pas permis d'améliorer de manière significative la production agricole totale par habitant ; il en est de même pour la production céréalière, la production végétale et la production des vivres ;
- pour la production agricole, les fortes variations interannuelles s'expliquent en premier lieu par la variabilité des conditions pluviométriques ;
- quant à la production du sous-secteur d'élevage, on observe une stagnation de la production par habitant depuis le début des années 1990, et même une légère réduction lors que l'on ne regarde que la période depuis 2001.

Tableau 5 : Evolution de la production agricole par habitant ; 1990-2005

	indices de la production par habitant (1999-01=100)				
	prod agricole	prod céréales	prod végétale	prod vivres	prod élevage
1990	96	114	94	96	99
1991	103	120	103	103	101
1992	101	111	101	102	101
1993	85	97	79	86	98
1994	103	112	106	104	97
1995	87	94	85	88	92
1996	100	95	98	101	104
1997	82	71	73	82	100
1998	117	118	124	117	99
1999	102	109	104	101	97
2000	92	78	88	92	101
2001	105	111	107	105	100
2002	109	110	115	110	97
2003	117	117	128	118	94
2004	90	86	90	91	92

2005	103	110	108	104	91
------	-----	-----	-----	-----	----

Figure 1 : Evolution de la production agricole et d'élevage par habitant ; 1990-2005



2 CONTRIBUTIONS MACRO-ECONOMIQUES DU SECTEUR RURAL

2.1 Contribution au Produit Intérieur Brut et taux de croissance

Malgré les conditions climatiques très difficiles et la forte variabilité de la production qui en résulte, le secteur rural continue à occuper une place primordiale dans l'économie du pays. Pour la période 2000-2007, la part du secteur primaire (ou rural) au Produit Intérieur Brut (PIB) était en moyenne de l'ordre de 41,2 % comme le montre la figure 2 ci-après. Cette part est presque identique aux contributions du secteur primaire enregistrées au début des années 1980 (environ 43 %), et légèrement supérieure que pour la fin des années 1980 / début des années 1990 (autour de 35 % du PIB). Ces chiffres témoignent du très faible degré de transformation structurelle de l'économie nigérienne au cours des dernières décennies.

L'analyse détaillée de l'évolution de la composition du PIB depuis 2000 fait également ressortir un phénomène particulier, à savoir la régression des parts du secteur tertiaire au PIB, alors que les contributions du secteur primaire sont en hausse.

Le tableau 6 sur la page suivante montre l'évolution de la structure du PIB du secteur rural pour la période 2000 à 2007 en prix courants et en prix constants de 1987. Cette même évolution est également présentée à la figure 3. Ainsi, on observe depuis l'année 2000 une légère augmentation de la contribution du sous-secteur de l'agriculture, dont la part est passée d'environ 50 % au début de cette période à presque 60 % du PIB sectoriel pour les années 2006 et 2007. Cette augmentation de l'importance du sous-secteur de l'agriculture a été accompagnée d'une réduction correspondante des sous-secteurs de l'élevage et de la pêche / forêts.

Figure 2 : Composition du PIB selon secteurs 2000-2007

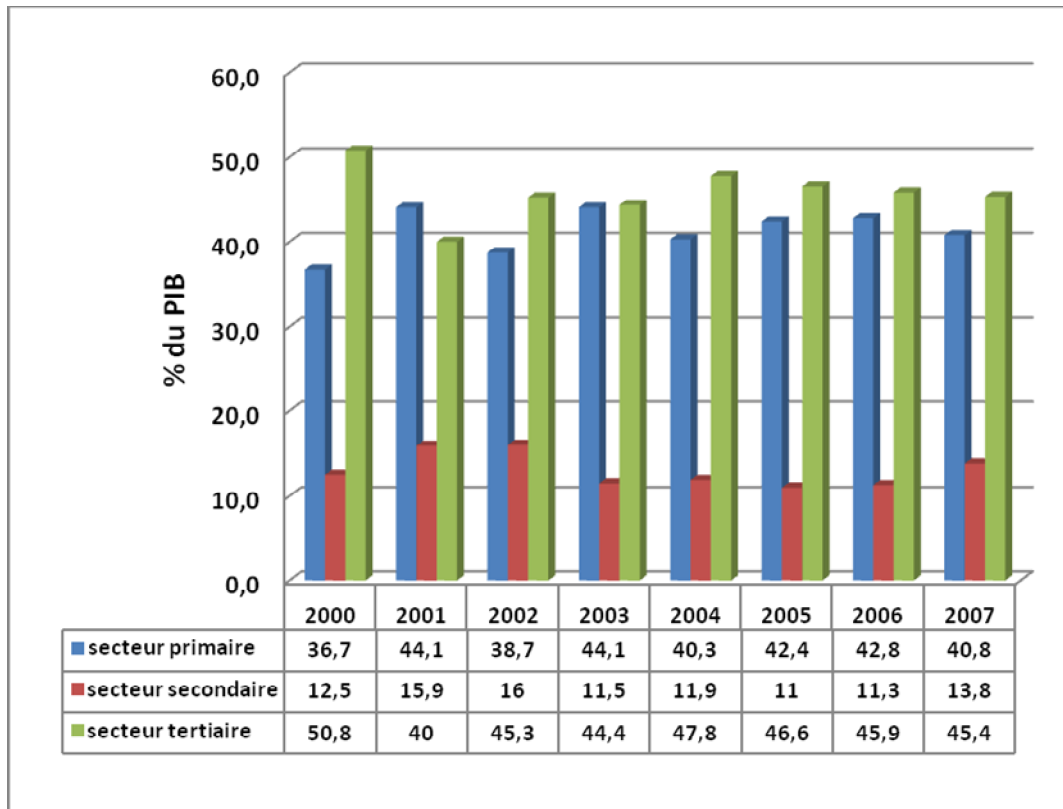
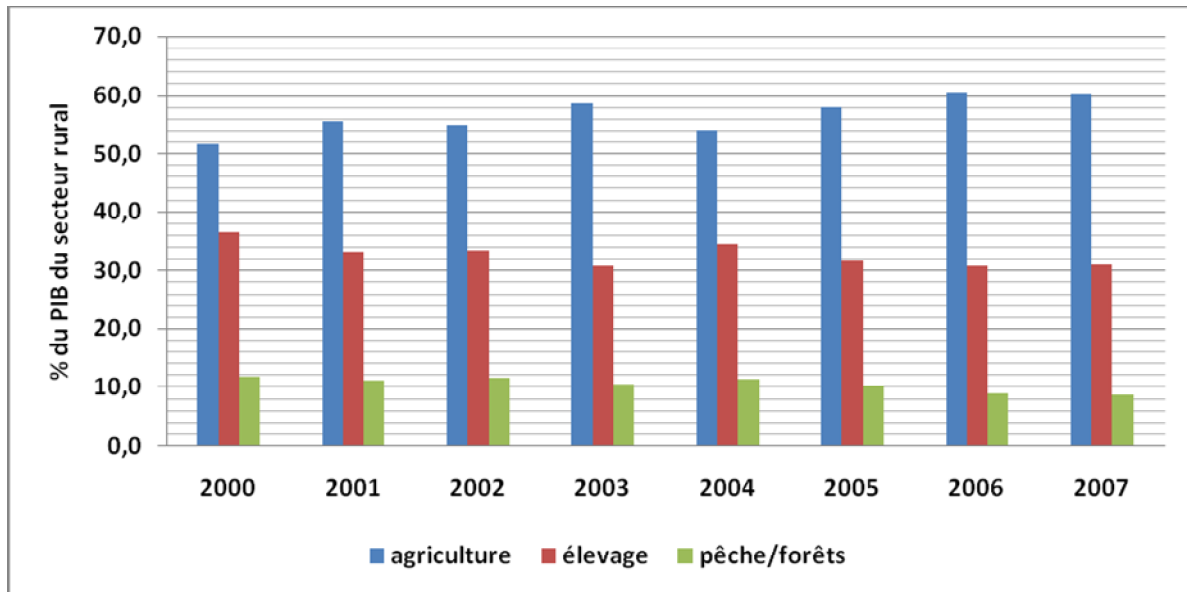


Tableau 6 : Evolution du PIB du secteur rural 2000-2007 (en milliards FCFA)

structure PIB	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
secteur rural								
prix constants 1987								
agriculture	166,3	202,8	204,4	280,6	236,2	284,7	319,6	331,8
élevage	118,2	121,7	124,8	147,7	151,1	155,6	163,6	170,9
pêche/forêts	38,3	40,9	43,2	50,7	49,9	50,4	47,1	48,6
total	322,8	365,4	372,4	479,0	437,2	490,7	530,3	551,3
prix courants								
agriculture	261,8	354,7	400,8	382,3	324,4	444,1	497,9	490,9
élevage	125,9	134,6	140,9	204,1	208,4	221,3	235,5	251,7
pêche/forêts	48,0	55,1	61,0	90,3	83,1	88,9	83,9	87,3
total	435,7	544,4	602,7	676,7	615,9	754,3	817,3	829,9
2000=100	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
prix constants 1987								
agriculture	100	121,9	122,9	168,7	142,0	171,2	192,2	199,5
élevage	100	103,0	105,6	125,0	127,8	131,6	138,4	144,6
pêche/forêts	100	106,8	112,8	132,4	130,3	131,6	123,0	126,9
total	100	113,2	115,4	148,4	135,4	152,0	164,3	170,8
prix courants								
agriculture	100	135,5	153,1	146,0	123,9	169,6	190,2	187,5
élevage	100	106,9	111,9	162,1	165,5	175,8	187,1	199,9
pêche/forêts	100	114,8	127,1	188,1	173,1	185,2	174,8	181,9
total	100	124,9	138,3	155,3	141,4	173,1	187,6	190,5

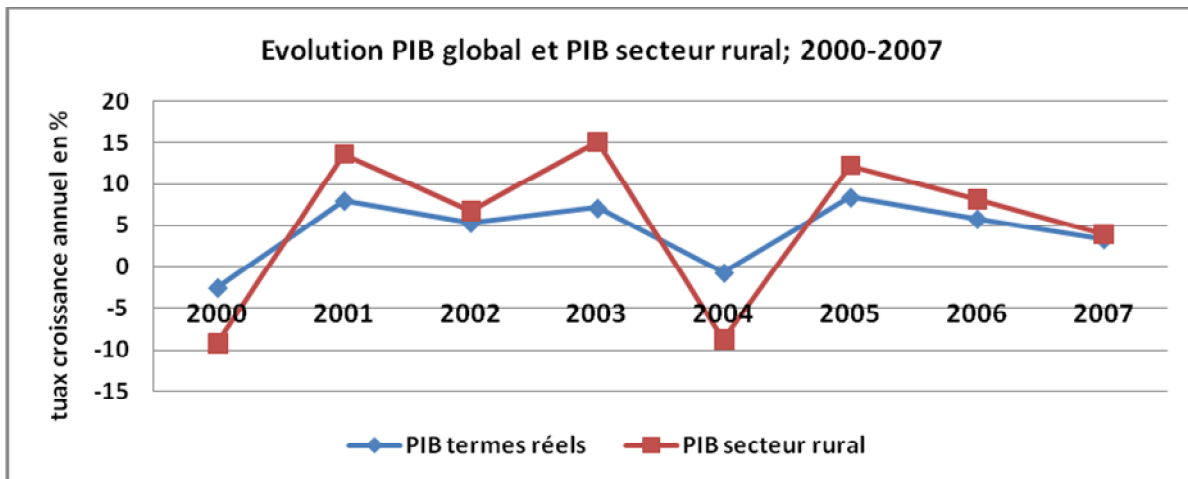
Source : Différents rapports du FMI

Figure 3 : Composition du PIB du secteur rural 2000-2007



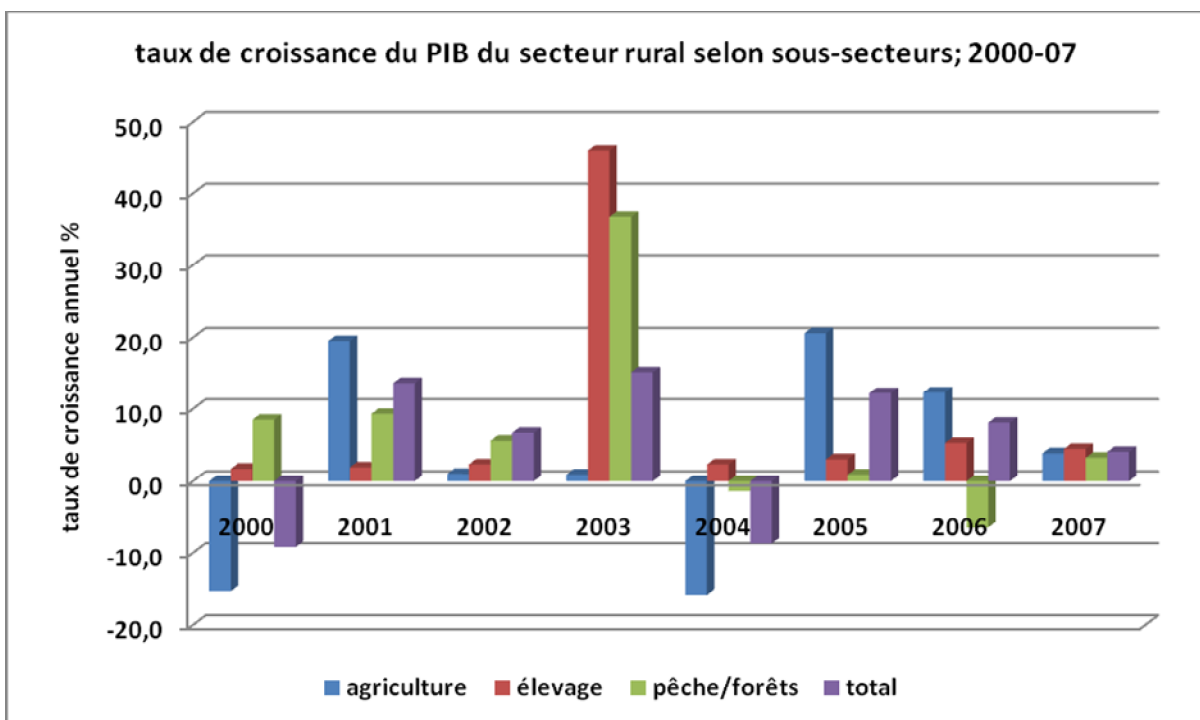
A la figure 4 ci-après, sont comparés les taux annuels de croissance du PIB global et du PIB du secteur rural pour la même période 2000 – 2007. A l'exception des années 2000 et 2004 qui représentent des années particulièrement difficiles et caractérisées par une baisse très significative du niveau de la production agricole, notamment à cause des effets de sécheresse, le taux moyen de croissance du PIB sectoriel a toujours été supérieur à l'augmentation du PIB global. D'après les estimations de la Banque Mondiale, le taux de croissance du PIB global s'élevait à une moyenne de 0,9 % par an seulement pour la période de 1986-96, contre 3,3 % par an pour la période 1996-2006. Pour ces mêmes périodes, la croissance du secteur rural était caractérisée par les taux moyens annuels suivants : 2,1 % pour 1986-96 ; 3,4 % pour 1996-2006. D'où l'importance capitale du secteur rural pour la croissance du PIB global et le développement socio-économique de tout le pays. D'autre part, ces chiffres mettent également en exergue que les niveaux de croissance du PIB global et du PIB du secteur rural enregistrés dans les 2 dernières décennies étaient trop faibles pour permettre une nette amélioration de la production par habitant, et par conséquent du revenu moyen par habitant.

Figure 4 : Evolution du PIB global et du PIB du secteur rural ; 2000-2007



La figure 5 ci-dessous présente à titre indicatif les taux de croissance annuels pour les 3 sous-secteurs du secteur primaire, à savoir l'agriculture, l'élevage et la pêche/forêts. Les variations interannuelles sont trop importantes pour permettre d'en dégager des tendances claires et nettes d'évolution de ces 3 sous-secteurs.

Figure 5 : Taux de croissance du PIB du secteur rural et selon sous-secteurs ; 2000-07



2.2 Contribution à la balance commerciale

L'évolution des exportations et importations et de leurs structures est résumée au tableau 7 ci-après pour la période 2000 à 2007. Pendant cette période, la balance commerciale du pays a affiché un déficit structurel chronique, comme c'était le cas pour toutes les périodes antérieures (voir figure 6). Pour les dernières années, ce déficit de la balance commerciale s'élevait à environ 11 % du PIB.

Les figures 6 et 7 montrent l'évolution des structures des exportations et importations totales du pays. Pour ce qui est des exportations, les principales conclusions se résument comme suit :

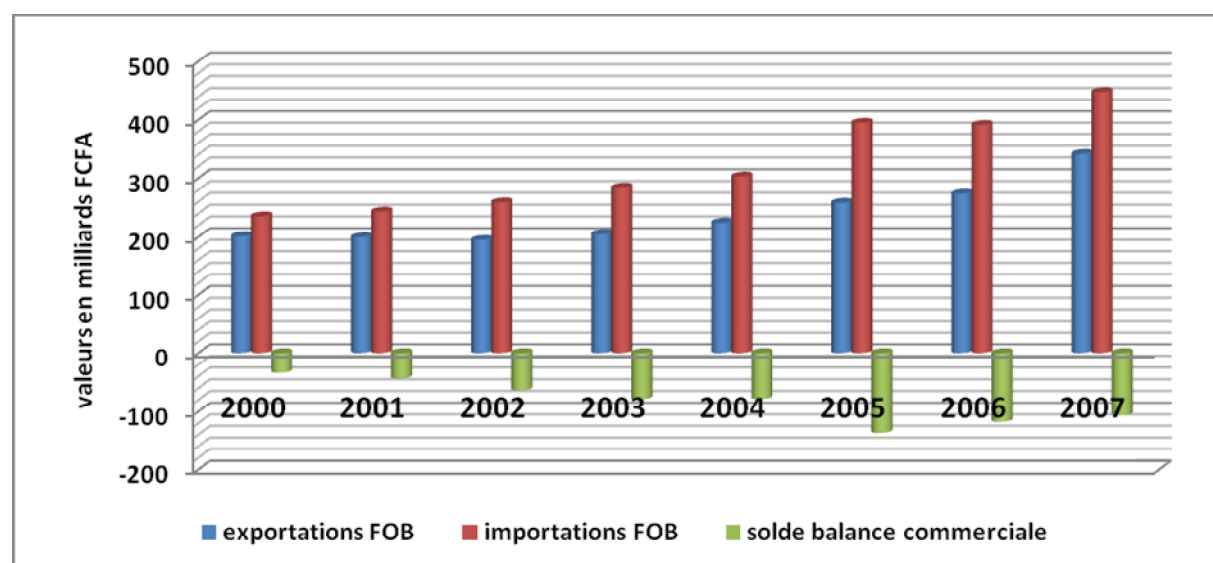
- depuis 2004, on observe une relance des exportations d'or, dont la contribution aux exportations totales a atteint 7 % et 9 %, respectivement en 2007 et 2006, avec un maximum de 13 % même en 2005 ;
- l'uranium demeure le produit d'exportation le plus important en termes de recettes générées ; sa contribution est en légère hausse depuis 2006, avec une part maximale de l'ordre de 42 % de la valeur totale des exportations en 2007 ;
- l'importance des exportations des produits d'élevage (notamment l'exportation des animaux sur pieds au Nigeria) est en régression ; sa part aux exportations totales a baissé d'environ 20 % pour la période 2000-02, à une moyenne de 12 % seulement pour la période 2004-07 ;

Tableau 7: Evolution et structure des exportations et importations ; 2000-2007

exportations FOB	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
valeur totale (FCFA milliards)	201,2	199,7	194,9	204,9	224,4	258	273,5	341
- uranium	64	63	62,5	65,5	70,1	78,5	79,6	143,1
- élevage	37	40,3	38,9	33,3	26,8	31,8	35,5	36,7
- or	0	0	0	0	10,3	34,5	24,3	25,5
- autres	100,2	96,4	93,5	106,1	117,2	113,2	134,1	135,7
dont niébé	13,4	6,9	7,6	10,8	14	13,5	18,5	19,2
dont oignon	11,8	10,8	13,8	15,5	35,7	38,4	37,7	41,3
dont ré-export	26,1	36,7	24	24,2	21,4	31,5	31,4	34,9
importations FOB								
valeur totale (FCFA milliards)	235,1	243,1	258,7	283,9	302,9	394,8	391,3	448
- produits agricoles	64,1	76,9	83	79,7	73,4	98,5	87,8	73,8
- produits pétroliers	47,3	25,8	28,4	20,2	33,8	55,7	43,7	63,3
solde balance commerciale (FCFA milliards)	-33,9	-43,4	-63,8	-79	-78,5	-136,8	-117,8	-107

Source : Différents rapports du FMI

Figure 6 : Evolution de la balance commerciale; 2000-07



- la baisse de l'importance des exportations provenant du sous-secteur de l'élevage a été accompagnée d'une augmentation considérable de la valeur des exportations de niébé et d'oignon, en particulier ; pour ces derniers, la contribution à la valeur totale des exportations s'établit à une moyenne d'environ 20 % pour la période depuis 2004, dépassant ainsi la valeur des produits d'élevage exportés (voir figure 9).

Quant aux importations, la figure 8 montre que les importations des produits agricoles pour la période 2000 à 2007 comptaient en moyenne pour environ 26 % des importations totales, avec des pics de 31,6 % et 32,1 %, respectivement pour les années 2001 et 2002. D'autre part, il se dégage une tendance générale à la baisse, car depuis 2004 la part des importations

des produits agricoles n'a plus atteint le niveau de 25 % des importations globales (avec un minimum de 16,5 % des importations totales observé pour 2007).

Figure 7 : Evolution de la structure des exportations ; 2000-07

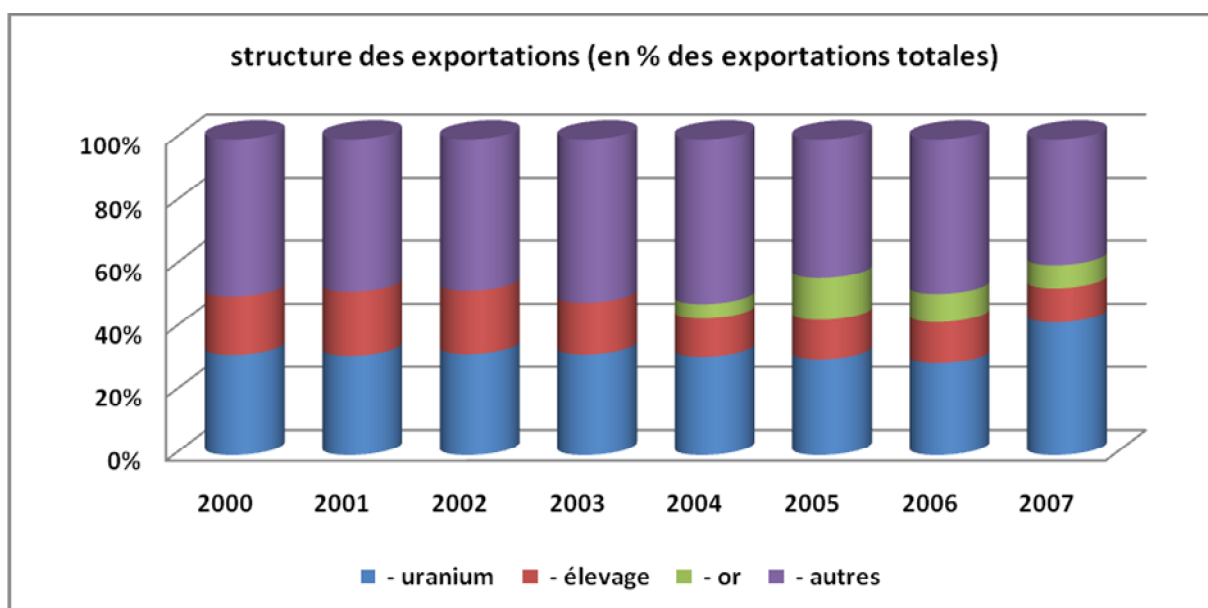


Figure 8 : Evolution de la structure des importations ; 2000-07

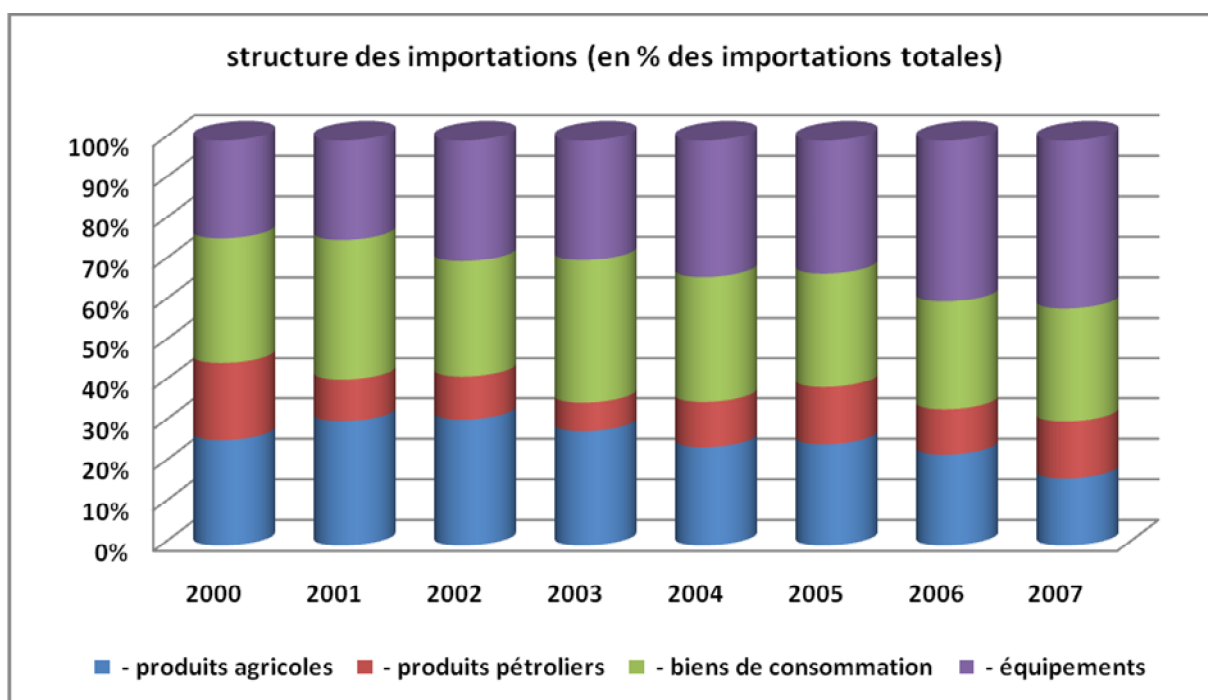
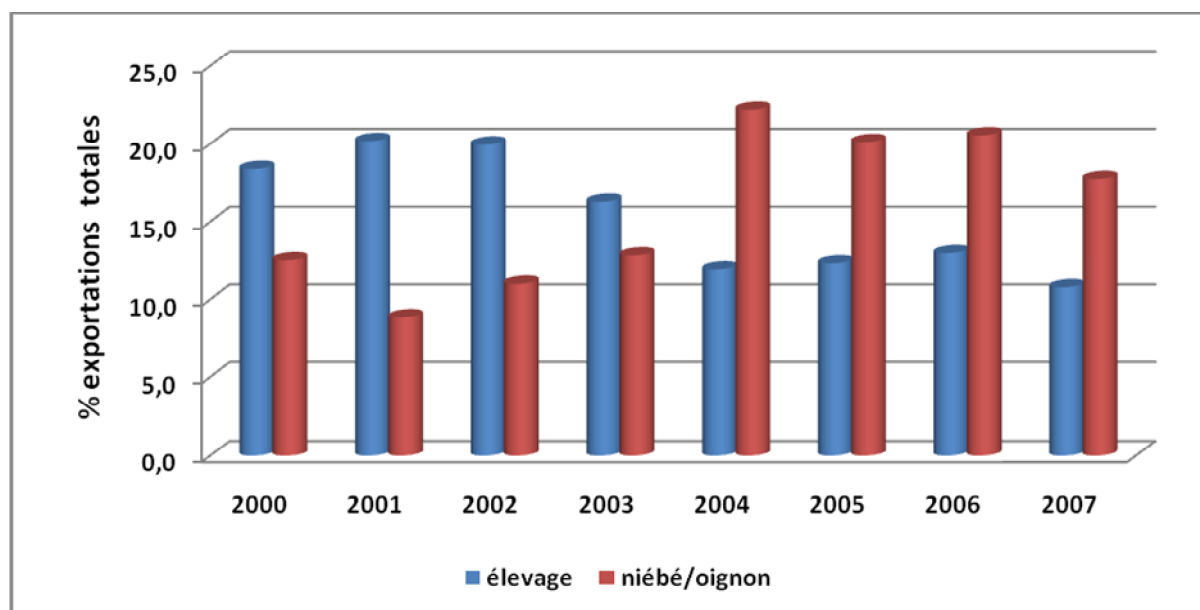
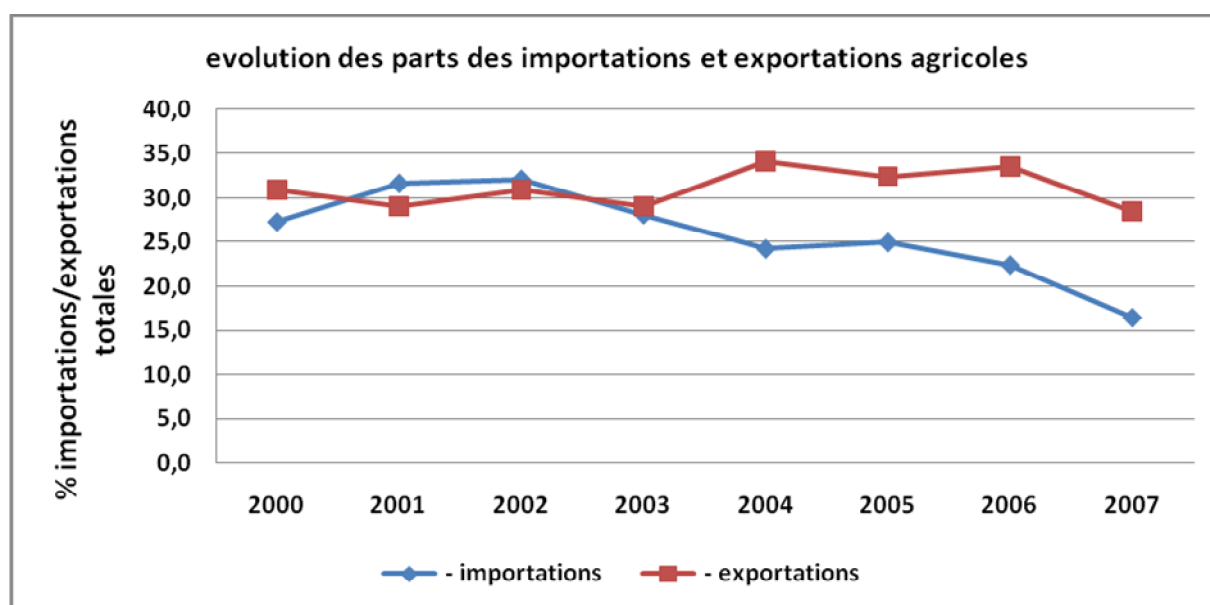


Figure 9 : Importance des produits d'élevage et d'agriculture pour les exportations totales; 2000-07



Enfin, la figure 10 montre l'évolution des parts des importations et exportations agricoles pour la période 2000 à 2007.

Figure 10 : Evolution des parts des importations et exportations agricoles ; 2000-07



2.3 Contribution à la création d'emploi

Comme déjà indiqué au chapitre 1.2 ci-dessus, le secteur rural demeure le secteur le plus important en termes de création d'emploi et de génération de revenu. Selon les dernières estimations, le secteur rural continuerait à représenter environ 84 % de l'emploi total. On n'observe donc qu'une très faible régression de la part du secteur rural dans la création d'emploi (estimée à 91 % en 1980 ; et 90 % en 1990).

2.4 Importance du sous-secteur de l'agriculture irriguée

A défaut de statistiques régulières et fiables, il est difficile voire impossible d'indiquer avec précision l'évolution de la contribution spécifique du sous-secteur de l'agriculture irriguée aux différents paramètres macro-économiques brièvement analysés dans les sections ci-dessus.

Selon une étude récente de la Banque Mondiale, la contribution du sous-secteur de l'agriculture irriguée au PIB global et au PIB du secteur rural se caractérise comme suit pour l'année 2004 : ¹

- avec une valeur totale de FCFA 102,3 milliards (dont FCFA 65,4 milliards ou 64 % pour les produits irrigués destinés au marché local, et le reliquat de FCFA 36,9 milliards (36 %) pour la production destinée à l'exportation), le sous-secteur de l'agriculture irriguée représentait 28 % du PIB du sous-secteur de l'agriculture ;
- la contribution au PIB du secteur rural était estimée à 16 % ;
- la part au PIB global de l'année 2004 s'établissait à environ 6 %.

De plus, il est estimé que l'agriculture irriguée concerne environ 200.000 exploitations, soit une population totale dépassant 1 million personnes, sans compter les impacts importants en matière de création indirecte d'emplois dans les secteurs en amont et en aval de la production.

¹ World Bank (September 2007), Niger. Accelerating Growth and Achieving the Millennium Development Goals: Diagnosis and the Policy Agenda. Country Economic Memorandum. PREM 4, Africa Region. Report No. 41408-NE.